

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Centre administratif de Bourran
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 07/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ

Rue de la Prade - ZI de Cantaranne
BP 3201
12850 Onet-Le-Château

Références : 12-CRARC-2025-144

Code AIOT : 0006802467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ implanté Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été programmée dans le cadre de l'action nationale "PFAS".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ
- Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château

- Code AIOT : 0006802467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère de Rodez se situe sur la zone industrielle de Cantaranne sur le territoire de la commune d'Onet-le-Château. Le site existe depuis 1962.

L'activité consiste en la collecte et la transformation du lait (fabrication de lait et de crème, fabrication de fromages).

L'effectif global sur le site est d'environ 270 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 04/12/2025, article L. 181-14	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 04/12/2025, article L. 110-1+ L.523-6-1	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A ce stade, l'exploitant continue d'investiguer activement pour comprendre la source de la présence de composés fluorés (AOF) dans ses rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse de ses rejets en janvier, février et mars 2024. Les analyses portent sur les 20 PFAS demandés par l'arrêté ministériel ainsi que le paramètre AOF. Les rejets analysés comprennent les eaux de process et les eaux de ruissellement des voiries du site.</p> <p>L'exploitant a correctement déclaré les résultats des analyses sur la plateforme GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses de janvier, février et mars 2024 mettent en évidence des concentrations en PFOS en dessous de la limite de quantification de 4 ng/l.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme ne pas avoir d'activité liée aux PFAS. Par ailleurs, la campagne d'analyse ne met pas en évidence le rejet de substances PFAS mais le rejet d'AOF c'est-à-dire de composés fluorés organiques.</p> <p>Ainsi l'exploitant a recherché la présence de Fluor dans les ingrédients, l'eau et les produits de nettoyage utilisés.</p> <p>Pour l'instant la source du Fluor n'a pas été identifiée, les investigations se poursuivent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2025, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a investigué sur la source du Fluor dans ses rejets notamment au travers d'une nouvelle campagne d'analyses de l'AOF en décembre 2024.</p> <p>Ainsi ont été analysées les différentes sources d'eaux utilisées (eau de ville, eau de l'Aveyron, eau de l'Aveyron après filtration) ainsi que les eaux de lavages des filtres, les rejets de chaque atelier et le rejet en sortie du site (voir points suivants du rapport).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses de la campagne d'analyse de l'AOF de décembre 2024 mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'AOF dans l'eau de ville et l'eau de l'Aveyron après son passage via une membrane d'ultra-filtration, eau dite de "réseau" ; • une très faible concentration en AOF dans l'eau brute de l'Aveyron (6,7 microgramme/litre) ; • la présence d'AOF dans l'eau de lavage de la membrane d'ultra-filtration (eau de rétro-lavage UF)(21 microgramme/litre) ; • la présence d'AOF à la sortie de chaque atelier et en sortie d'usine (22 à 72 microgramme/litre). <p>Par ailleurs, l'exploitant a interrogé d'une part le fournisseur de produits de traitement de l'eau et d'autre part le fournisseur des membranes d'ultra-filtration sur la présence de fluor dans leurs produits. A ce jour, seul le fournisseur de produits de traitement a confirmé l'absence de fluor dans ses produits.</p> <p>En sus, l'exploitant s'est attaché les services d'un spécialiste de la question des PFAS/AOF afin de comprendre la raison de cette présence de composés fluorés.</p> <p>Pour l'heure la source n'a pas encore été identifiée et les investigations se poursuivent (voir point n°7).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2025, article L. 110-1+ L.523-6-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 110-1 :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>L. 523-6-1 /</p> <p>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p>

Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.
Constats : Pour l'heure les investigations se poursuivent pour rechercher la source de l'AOF présent dans les rejets du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : L'exploitant a réalisé fin novembre 2025 une nouvelle campagne d'analyse de l'AOF sur les différentes sources d'eaux utilisées, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • eau brute de l'Aveyron ; • eau de l'Aveyron à l'entrée de l'ultra-filtration ; • eau de l'Aveyron en sortie de l'ultra-filtration ; • eau de réseau ; • eau issue du rétro-lavage des membranes d'ultra-filtration. Les résultats ne sont pas encore connus. L'exploitant présentera ces résultats à l'inspection des installations classées dès leur réception. A ce stade, l'exploitant investigate encore sur la source de la présence de composés fluorés dans ses rejets.
Type de suites proposées : Sans suite